



ASSOCIATION POUR UNE SOCIÉTÉ AGISSANT  
LIBREMENT PAR DES ACTIVITÉS SOLIDAIRES

ASSOCIATION CULTURELLE  
ALMA IGUERSAFEN

**ASALAS**



***L'Association Solidaire des Jeunes (MANEL) de Yakouren et l'Association Culturelle ALMA d'Iguersafen, en partenariat avec l'Association pour une Société Agissant Librement par des Activités Solidaires (ASALAS) de la wilaya de Tizi-Ouzou, l'Association ALMA Vert d'Iguersafen, l'Association Village du Monde d'Iguersafenen, l'Association Culturelle Adhrar Ath-Koudhia d'Aghrib, la Revue MAUSS (Mouvement Anti-Utilitariste en Sciences Sociale), le Centre Européen de Recherche en Initiatives Sociales Et Solidaires (CERISES) et la Revue Internationale de d'Economie Sociale (RECMA), organisent l'édition 2018 du séminaire permanent Belkacem Krim.***

**« SÉMINAIRE PERMANENT BELKACEM KRIM » – 2018  
EN HOMMAGE À FEU D<sup>R</sup> MOHAND MESSAOUDEN**



Le Village Du Monde  
X.AA.OX | :E.E.II



Asso ALMA Vert



Journal du MAUSS Mouvement anti-utilitariste  
dans les sciences sociales



**YAKOUREN ET IGUERSAFEN, LES 7 ET 8 AVRIL 2018**

## ***Appel à contributions***

### ***Colloque international interdisciplinaire***

*« La wilaya de Tizi-Ouzou, pour une réelle dynamique associative.  
Don, réciprocité, démocratie et solidarité créative. »*

*La région de Tizi-Ouzou a, par le passé, attiré et rassuré. Elle a attiré par sa vitalité et ses spécificités en tant que petit pays toujours en résilience. Elle a rassuré par ses responsabilités dans les grandes transformations sociales du pays d'appartenance. Mais aujourd'hui, elle est, et ses citoyens avec, dans le tremblement (dégradation de l'environnement, insécurité, urbanisation anarchique...). Un tremblement qui crée naturellement de l'inquiétude, mais également et raisonnablement de l'espoir. L'espoir donné par la certitude qu'un nouveau processus de développement est en préparation, parce que dans le fond de cette société, des transformations sociales sont en réalisation, « Le monde n'est dans le tremblement que parce qu'il est dans l'enfantement, disait Bourgeois » (2008/1896 : 33), père d'une doctrine d'un monde d'humanisme, de solidarité et de joie. Cet enfantement demande de l'élite un travail de recherche-action participative qui aidera à réussir l'accouchement. Ce qui exige de réaliser et de faire réaliser des ruptures et des continuités, pour assurer ce passage à une meilleure vie. « Il y a dans la vie, souligne Leroux, (...) persistance et changement » (2008/1845 : 326). Le changement de ce qui n'est plus fonctionnel. Et la persistance plutôt la continuation par sa préservation pour sa transmission de ce que Demorgon appelle « le cœur culturel » (2004 : 139). En somme, pour cette société, pour toute société, le nouveau souffle, le nouvel élan et le nouvel enfantement ne peuvent venir que de ses tréfonds et ne peuvent être bien réalisés que par ses enfants.*

*Par le passé, en cultivant leurs jardins, les femmes kabyles répétaient continuellement cette invocation : « Seigneur, donne-moi que je puisse donner à mon tour » (Genevois, 1969 :70). Que dévoile ce détour ? Que dans la Kabylie traditionnelle, le don fut très présent dans les rapports sociaux, son odeur s'y sentit fortement sur toutes les places publiques et de son sceau furent marquées toutes les pratiques sociales (Zoreli, 2017). Paradoxalement, aucun chercheur issu de ce*

contexte ne s'est avisé à écouter les sons de ses ruissellements, les plus lointains ou les plus proches, pour déchiffrer ses messages, pour reconstruire son langage, faisant que dans ce contexte à des plus fortes vitalités socioéconomiques, il y a un grand « vide épistémologique » (Brugnatelli, 2012). Ces chercheurs ... d'intérêts nous diraient, pour reprendre l'expression du génial Chanial, que « si les sociétés traditionnelles et archaïques se sont pensées dans le langage du don, nous parlons, nous modernes, de tout autre idiome, celui de l'intérêt notamment » (2008, 9). Si la réalité de la Kabylie actuelle était ainsi, toute intérêt, le chapitre serait clos par cette réplique, surtout que dans les pays à tradition de recherche mêmes, « rares sont en effet ceux qui, dans le sillage de Mauss, se proposent de lire la petite, voire la grande, musique que jouent les acteurs sociaux en clé de don » (chanial, 2008, 9).

Or cette réalité de la région de Tizi-Ouzou nous montre que le don est très présent dans le présent, grâce à « ces discours anciens (...) en partie incrustés dans les façon traditionnelles d'être et de faire, entre soi et avec les autres » (Zoreli, 2017) : dans la commune d'Aghrib, l'association Adhrrar Ath koudhia vient d'achever un projet de construction d'une villa pour une famille d'orphelins grâce aux vertus du don. Dans la commune de Yakouren, un projet similaire est en phase d'achèvement. Toujours dans la commune de Yakouren, la solidarité citoyenne active a permis, par le moyen de dons, de réaliser près d'une dizaine de projets, comme la prise en charge de malades ayant nécessité un déplacement à l'étranger pour des soins coûteux. L'association Alma d'Iguersafen, « remplit sa caisse à chaque fois qu'elle sollicite des dons des citoyens du village Iguersafen », témoigne Kamel, un de ses membres. Ces exemples, choisis parmi tant d'autres, disent que le don y constitue, aujourd'hui comme hier, le système même des relations sociales. Ils disent aussi que Carvalho et Dzimira ont parfaitement raison de dire que « d'un point de vue pratique, (...) le don constitue une dimension fondamentale de l'économie solidaire » (2000 :15).

Par ailleurs, cette durabilité des pratiques renseigne sur la vigueur de leur cadre idéologique. Lorsqu'une personne offre un don publiquement à un autre, il y a comme une obligation pour cet autre de l'accepter. Mais comme le don est chargé de symbolique valorisant celui qui offre, quand une personne reçoit un don de celui avec qui elle est en mésentente, elle se sent alors obligée de faire suivre immédiatement le don d'un contre don. Le don représente donc dans l'imaginaire collectif de la société

*kabyle une dette, une obligation, une dépendance du donataire du donateur. De même, un contre don peut parfois signifier plus que s'acquitter d'une obligation, en impliquant un refus de recevoir de la part de celui qu'on considère indigne du geste et donc indigne de la position supérieure à laquelle fait accéder le don. C'est ici pour celui qui fait le contre don se laver, purifier à nouveau son âme. Il y a donc une morale qui encadre le don. Morale qui veut que pour s'inscrire dans le circuit du don, il faut satisfaire les règles réciprocaires, les principes sociétaires d'une société solidaire. Ainsi, en Kabylie et dans la logique du don, on n'admet une posture de supériorité que dans la mesure où elle sert la logique de solidarité.*

*L'objectif de ce colloque est double. D'abord analyser l'état d'ensemble pour comprendre les spécificités et potentialités de l'économie solidaire par le don et les associations dans la wilaya de Tizi-Ouzou, en sachant que ces associations « sont handicapées par le facteur bureaucratique leur posant beaucoup de contraintes et le facteur politique qui, faisant un travail d'infiltration et de récupération, les empêche de concrétiser leur autonomie décisionnelle, source de leur créativité actionnelle et de leur fidélité à leur principes originels » (Zoreli, 2015 : 25). Ensuite déterminer toutes les possibilités qui s'offrent à ces associations pour réussir un saut qualitatif en passant au stade d'innovation sociale, à comprendre comme « démarche vectrice de gain économique, qui a pour objectif de répondre aux carences des politiques sociales comme du marché » (Rousselle, 2013/6 :146).*

## **Axes thématiques du colloque**

### **1. La démocratie et l'autonomie**

*Parce que les associations constituent des cadres d'apprentissage de l'agir ensemble en faisant don chacun selon ses moyens et en cherchant ensemble des voies selon le principe « une personne, une voix », « la solidarité dans nos sociétés doit commencer par la prise au sérieux de l'exigence démocratique, et la démocratie ne se prend au sérieux elle-même que lorsqu'elle favorise le foisonnement des associations » (Caillé, 2007 : 83).*

*La problématique de la démocratie pour les associations dans les pays du Nord est principalement, sinon exclusivement, liée à l'environnement politique, avec ses*

*tentatives de lier l'activité associative aux besoins d'amortir le choc des crises économiques et sociales, faisant que ces associations soient cantonnées à un rôle d'amortisseur social. Dans les pays du Sud, par contre, le problème de la démocratie se pose avec les associations dans leur fonctionnement interne autant que dans leurs relations avec les acteurs politiques ou les pouvoirs publics. D'où la nécessité d'analyser ce problème du dedans et du dehors. Du dedans d'abord pour voir ce qu'ils font de la démocratie, ces acteurs qui se plaignent du manque et qui revendiquent plus de démocratie, qui « revendiquent, de manière plus ou moins explicite, la préservation d'une autonomie vis-à-vis de l'Etat et du marché » (Baron et Hattab-Christmann, 2005 : 88) ; comment la démocratie fonctionne-t-elle dans ces structures qui, théoriquement, constituent le modèle et l'école de la démocratie ? Du dehors ensuite pour situer toutes les formes d'action des pouvoirs publics et des acteurs politiques, visant à astreindre ces associations.*

*D'autre part, pour nous, la problématique de la démocratie est beaucoup plus large que les dispositifs électoraux et les règles de gestion de pouvoirs qu'on lui attribue ordinairement. On retrouve en Kabylie ce que Jacques Prades évoquait dans son analyse de Venise (2015). Il prétendait que l'histoire de Venise qui a mis en place une république six siècles avant la révolution française, s'était incrustée dans l'espace physique de la ville, par exemple au travers des campi (places au centre des quartiers) où règne une véritable mixité de population, de formes d'économie alimentaire auto-centrée, une diversité culturelle, etc... On peut dresser, de ce strict point de vue, un parallèle entre Venise et la Kabylie qui, elle aussi, avait, plusieurs siècles avant la révolution française, sa tajmaet (djemâa), véritable espace public démocratique, son industrie et son économie autocentrées, son architecture et ses arts spécifiques, sa diversité culturelle, son mode d'habitat égalitaire et son mode d'habiter fraternel et solidaire (ZORELI, 2006). Il faut donc prendre garde à l'évolution de la démocratie dans les associations, non pas seulement parce qu'elle les mettrait en périls, mais parce qu'elle innerve toute la société. Et déjà en ayant laissé la tajmaet dans sa forme originelle dépérir, les acteurs politiques et les pouvoirs publics n'ont-ils pas simplement laissé ce qui permet de résister mourir ?*

## **2. Etude des besoins du public et évaluation**

*Très souvent, les acteurs associatifs agissent pour concrétiser ce qu'ils croient être bon pour les populations cibles. Or agir dans l'intérêt des bénéficiaires commence par les écouter dire ce qui constitue de l'intérêt pour eux, surtout que les populations cibles n'adoptent les projets associatifs que lorsqu'elles voient ces associations « mettre en œuvre des prestations répondant à leurs aspirations, lesquelles varient en fonction de la représentation que l'on se fait du bien-être selon les époques et les cultures » (Toucas-Truyen et Marec, 2015 : 64). La difficulté, peuvent rétorquer quelques acteurs de terrain, est que ces bénéficiaires ne parviennent à définir leurs intérêts que d'une façon vague. Mais il nous semble que c'est une raison de plus pour interagir avec eux ex ante, afin de préciser avec eux leurs attentes en fonction des possibilités de l'association. La connaissance des attentes des donateurs et sponsors potentiels ou réels est également négligée par les associations, alors que parfois il suffit de répondre aux attentes de ces derniers pour que des contraintes financières soient levées.*

*Après la définition des besoins des partenaires en amont et des bénéficiaires en aval, vient une autre étape importante qui est l'évaluation. Ce travail permet de réaliser deux choses importantes. D'abord déterminer le niveau de réalisation des objectifs fixés, travail utile pour soi autant que pour les partenaires qui voudront savoir comment et pour quels résultats leur contribution a été utilisée. Ensuite repérer les failles en vue de les corriger et les insuffisances en vue de les combler par un processus d'apprentissage. Les associations qui, souvent, n'ont pas assez de compétences pour réaliser un travail d'évaluation, doivent peut-être recourir à l'expertise externe. Elles doivent aussi tempérer leur prise en compte des exigences des publics, puisque « certaines attentes des publics ne pourront pas être satisfaites par l'association car elles s'éloignent de sa mission ou de ses valeurs » (Gallopel-Morvan et al. 2013 : 9-10), faute de quoi elles vont prendre « une orientation (...) qui pourrait être néfaste à l'association » (Ibid : 9).*

*L'étude des besoins et l'évaluation des projets ne constituent-elles pas de nouveaux « espaces dialogiques et réflexifs » sur les valeurs produites ou à produire par les associations ? La transparence dans la gestion et l'équité dans les relations et la*

*distribution ne constituent-elles pas ces fondamentaux oubliés d'un management associatif coopératif ? Si, comme des études de terrain l'ont montré, dans le contexte de la Kabylie, « il semble aujourd'hui totalement utopiste de proposer des solutions qui ne répondent pas aux attentes des populations » (Badene-Allache, 2014 :3), ne faut-il pas alors toujours commencer par aider la population cible à concevoir et à vouloir son idéal possible ?*

### **3. Les entrepreneurs sociaux**

*Les spécialistes ayant traité directement ou indirectement la question de l'économie solidaire en Kabylie se sont empressés de souligner le fait que cette région foisonne d'associations. Cette réalité en cache une autre, moins enchantante mais analytiquement plus importante, qu'il convient de dévoiler. C'est que dans ce foisonnement, très peu d'association fonctionnent d'une façon régulière et constante. Et dans ce très peu, très peu encore mènent des activités d'utilité sociale, la plupart étant dans un cycle de reproduction de célébration d'événements culturels. Plusieurs écrits ont essayé de désigner la cause, en parlant de manque de qualification. Mais parler ici de manque de qualification, c'est suggérer cette fausse solution consistant à réaliser des formations pour doter ces acteurs de compétences. D'ailleurs, durant ces deux dernières décennies, les formations pour les acteurs associatifs et ceux de la société civile ont été nombreuses, mais sans laisser voir un impact positif sur la société.*

*La cause et la solution résident donc ailleurs, dans le fait que, dans une dynamique associative aussi, « on ne peut sous-estimer l'importance d'un leadership de qualité dans le portage des projets. On parle d'ailleurs aujourd'hui d'entrepreneurs sociaux pour désigner ce type (...) de personnes capables, seules ou à quelques-unes, d'assurer dynamisme et rigueur (...) en même temps d'animer et de mobiliser les acteurs (...) autour d'une finalité sociale » (Defourny et Develtere, 1999 : 30).*

*Qu'est ce qui empêche l'émergence de nouveaux leaders associatifs dans la wilaya de Tizi-Ouzou ? Est-ce dû à un manque de formation sur le leadership ? La stratégie de dealer tue-t-elle la stratégie de leader ? D'abord les acteurs associatifs, quand on parle de leader, comprennent-ils le leadership profiteur, façon politicienne, ou le leadership serviteur, façon matoubienne ?*

#### **4. Production de valeurs et innovation sociale**

*En Algérie, les acteurs de terrain autant que le législateur sont dans l'erreur, l'erreur de croire que l'association n'a pas pour mission de créer de la valeur. En vérité la seule mission d'une association est de créer de la valeur. Bien entendu, il ne s'agit pas de cette valeur marchande, plutôt il ne s'agit pas seulement de celle-ci. Précisément, l'association n'est d'une utilité réelle que dans la mesure où elle crée de la valeur sociale. Là aussi des précisions sont nécessaires : la valeur sociale à produire par une association doit tenir compte de sa conception par les prestataires, c'est-à-dire les porteurs du projet de sa production, de sa conception par les autres adhérents, salariés et bénévoles, de sa conception par les donateurs, sponsors et partenaires publics et de son adéquation avec les valeurs régnautes dans la société de sa diffusion.*

*Ceci nous amène à introduire la question de l'innovation sociale, qui n'est rien d'autre que ce changement que l'association introduit à un de ces trois niveaux, niveau interne, niveau des bénéficiaires ou public cible et niveau de la société globale contenante ; changement qui doit être justement perçu au niveau concerné comme étant de la valeur. La perception de la valeur d'une innovation sociale est déterminée par la constatation de « la prise de pouvoir sur l'existence » (Cloutier, 2003 : 41) qu'elle permet.*

*Si la création de valeurs pour une société vise à lui assurer le bien être, l'introduction en son sein d'innovations sociales vise à la faire passer à l'état de mieux être. Mais pour que les associatifs gagnent en capacités d'innovation et d'inventivité sociales, encore faut-il que les acteurs, ceux qui les animent autant que ceux qui les déterminent, comprennent que « la stratégie de l'innovation sociale sera aux associations ce que le phénomène des start-up est aux entreprises » (Blanc, 2017). Ces capacités sont en tout cas décisives pour la résistance de territoires fragiles, puisque « les innovations sociales des associations dans les pays du Sud et en particulier le contexte en Kabylie, (qui) se réalisent discrètement et survivent difficilement (...) sont liées à plusieurs enjeux : enjeu politique de domination ou d'émancipation, enjeu social de transformation ou de reproduction et enjeu culturel de résilience ou de résignation » (Zoreli, 2017).*



*Ainsi, les associations de la région de Tizi-Ouzou sont face à des questions auxquelles il est urgent d'apporter des réponses : comment faire pour que les associations deviennent des structures réalisant principalement la production de valeurs ? Quelles sont les mesures à prendre et les démarches à entreprendre pour que ces associations puissent faire et réussir plus d'innovations sociales ? Où se situe l'innovation entre le complètement nouveau et le renouveau ? Quelles sont les exigences à respecter dans les processus de production de valeurs et d'innovations sociales ?*

### **5. Don, réciprocité solidarité active**

*Durant ces dernières années, la mobilisation de dons par des acteurs de la société civile, organisés dans des structures informelles, en vue d'assurer la prise en charge de personnes ayant des besoins d'aide, notamment pour des soins coûteux, a pris de l'ampleur. Et si cela a pris une telle ampleur, c'est qu'il s'agit d'une formule qui marche. En décomposant le tout, on aperçoit une société où il y a toujours le souci du bien être de l'autre, la volonté de participer à l'allègement des souffrances de l'autre, c'est la réciprocité positive. Il y a également des personnes qui se mobilisent et s'organisent volontairement pour sensibiliser et mobiliser bénévolement en faveur de l'autre, la personne qui est dans le besoin de soutien, c'est la solidarité active. Il y a enfin le don sous toutes ses formes qui, en circulant dans le corps social, donne de la chaleur humaine et du sens : don en temps, en réflexion, en argent. Ce déplacement du don du cérémonial vers ce qui constitue une utilité sociale est important pour s'inscrire dans l'humanisme du divers par la solidarité et la liberté. Mais ces mains bienfaitrices du don qui se montrent agiles restent réellement fragiles. Fragiles parce qu'elles agissent pour un noble destin, alors qu'elles-mêmes sont dans une situation de clandestin. Fragiles aussi parce qu'elles apparaissent occasionnellement pour essayer de guérir et non systématiquement et ex ante pour prévenir, alors que jusqu'aux années 1940, il y avait même des limites pour la propriété en Kabylie, et, souligne Jacques Prades, « l'économie sociale, l'économie coopérative, c'est une économie des limites » (2013).*

*Est-il alors possible de faire évoluer le don au service de la réciprocité active, le don pour le bien être, au don comme levier d'action visant le mieux être, le don*

*d'amorçage de coopératives de production ? Si oui, quels sont alors les différents possibles dans les domaines de la préservation de l'environnement, la valorisation des patrimoines et des territoires, la promotion des produits du terroir ? Est-il concevable qu'il y ait éclosion de coopératives de production en s'appuyant du point de vue institutionnel sur les valeurs de fraternité et d'union ?*

## **6. Convivialisme, un nouvel universalisme**

*Dans les Etat travaillés par et travaillant pour le centralisme, le danger qui guette les communautés de destin dans leur lutte pour se construire un devenir sain est le communautarisme sectaire. En effet, à force d'agir en réaction à des pressions, sous forme « de résistance face aux valeurs et aux pouvoirs dominant » (Naves, 2006 :112), inmanquablement, on finit par inhiber les facultés de réflexion. S'installe alors une tendance à faire des retours au passé sans se lasser, en s'empêchant de penser aux défis à surpasser, l'innovation étant supplantée par l'invocation et l'altérité par l'esprit de rivalité. Or, « en réalité, disait Lordon, l'essentiel, les vraies questions à poser, c'est toujours des questions de forme » (2017), et dans cette marche vers un autre monde, un monde de solidarisme, le localisme n'a de valeur qu'en s'inscrivant dans le convivialisme, c'est-à-dire en voulant et en visant ce « nouvel universalisme » (Manifeste convivialiste , 2013 :10), celui « qui est à la fois l'expression et la résultante de nouvelles formes de participation et d'expertise citoyennes informées par une conscience écologique désormais globale »(Ibid).*

*Avec, par exemple, le conflit sur l'eau potable à Illilt en 2016, le conflit autour de la mosquée à Aghrib en 2010, le conflit sur le centre d'enfouissement technique à Aghrib en 2015, les dangers du communautarisme ne sont-ils pas déjà là dans la wilaya de Tizi-Ouzou ? Ces conflits ne sont-ils pas un signe que ce cœur culturel se meurt ? On nous rétorquerait que « ces nouvelles formes de participation et d'expertise citoyennes informées par une conscience écologique » sont déjà à l'œuvre dans la société, comme au niveau du village Iguersafen qui assure par ses propres moyens, par le vouloir conscient de ces citoyens, le tri sélectif et le compostage des déchets, la plantation de milliers d'arbres, la formation et l'inclusion des femmes et des enfants, etc. Mais justement, ces rares expériences, qui sont déjà menacées par leur fragilité, sont-elles reproductibles dans les autres villages ?*

*En même temps, dans la Kabylie d'aujourd'hui, qui a fait l'expérience de l'autoritarisme socialiste et du parcellitarisme capitaliste, les structures villageoises se cherchent des alternatives viables : « comment faire pour construire des collectifs de production ? », disent les citoyens du village Iguesafen. Le convivialisme, que son principal géniteur définit comme un « mouvement ... (qui) entend promouvoir un troisième scénario : celui d'un monde prospère sans croissance » (Caillé, 2016 : 1) en, entre autres, repensant « les théories managériales » (Ibid. : 2), n'apporte-t-il pas des réponses idoines à ces attentes ? Puisque « l'entreprise anti-utilitariste et convivialiste est une entreprise qui reconnaît la puissance de l'adonnement et favorise une extension des réseaux du don » (Ibid), n'est-il pas approprié d'inscrire résolument les structures associatives de la Kabylie dans le mouvement convivialiste, surtout que dans un passé récent, la Kabylie était largement convivialiste ?*

*Il est attendu de ce colloque des résultats qui puissent servir de levier d'actions collectives en multipliant, par la recherche-action, des halos de forces vives. Nous souhaitons particulièrement recevoir des illustrations par des études pratiques d'expériences d'ici et d'ailleurs, historiques et théoriques.*

## **Calendrier**

### **Soumission de proposition :**

*Nous invitons les praticiens, chercheurs et acteurs institutionnels à soumettre leur intention de contribution à l'adresse suivante : [zoreli.univbejaia@gmail.com](mailto:zoreli.univbejaia@gmail.com)*

*Le résumé d'une page en Times New Roman doit contenir les éléments suivants :*

- titre de la contribution ;*
- noms et affiliations des auteurs ;*
- arguments et problématique ;*
- approche méthodologie et cadre conceptuel ;*
- résultats principaux ;*
- bibliographie (max. 4 sources) ;*
- cinq mots clés ;*
- contacts des auteurs.*

**Dernier délai pour la soumission : 18 octobre 2017**

**Réponse du comité scientifique : 8 novembre 2017**

**Remise des prestations : 18 décembre 2017**

**Date du colloque : 7 et 8 avril 2018**

**Lieux de la tenue du colloque : Commune de Yakouren et village Iguersafen**



**Yakouren (Tagged)**



**Iguersafen**

## **Comité scientifique**

**Présidents d'honneurs du colloque :** Alain CAILLE (le MAUSS), Jacques PRADE (Université de Toulouse, France) et TESSA Ahmed (Université de Tizi-Ouzou)

**Co-présidents :** Philippe CHANIAL (le MAUSS) et TOUCAS-TRUYEN Patricia (RECMA)

**Vice-Président et coordonateur :** ZORELI Med-Amokrane (Université de Bejaia)

ABDI Nourredine (CNRS, Paris)

LAMERANI Lilia (Université de Bejaia)

MOUSSAOUI Hakim (Université de Tizi-Ouzou)

YAHIA Kader (Université de Tizi-Ouzou)

WILLIAMANN Isodor (Maxwell School, Syracuse University, Suisse)

MATMAR-MOHELLEBI Dalila (Université de Tizi-Ouzou)

KESSAL Salem (USTHB d'Alger)

NAFA Aziz (CREAD)

BOUKROU Aldjia (Université de Tizi-Ouzou)

KHAMMES Abdennour (Université de Tizi-Ouzou)

HAMEL Tewfik (Université de Montpellier III)

AMOKRANE Abdelaziz (Université de Tizi-Ouzou)

BOUKHEROUF Belkacem (Université de Tizi-Ouzou)

AMIAR Habib (Université de Tizi-Ouzou)

ANICHE Arezki (Université de Tizi-Ouzou)

CHENANE Arezki (Université de Tizi-Ouzou)

MADOUCHE Yacine (Université de Tizi-Ouzou)

LHADJ MOHAND Moussa (Université de Tizi-Ouzou)  
BAKLI Mustapha (Université de Bejaia)  
SI LEKHAL Karim (Université de Versailles Saint Quentin)  
AGAGUEGNIA Siham (Université de Constantine 3)  
AMIMEUR Dalil (Université de Bejaia)  
BOUKHERBAB Riad (Université de Bejaia)  
LAOUFI Amar (Université de Bouira)  
KHAZENADJI Mohamed (Université de Tizi-Ouzou)  
HANNICHE Belkacem (Université de Bejaia)  
HADJEM Madjid (Université de Tizi-Ouzou)  
HAMITI Hamid (Université de Tizi-Ouzou)  
AMIR Farid (Université de Bejaia)  
OUGUENOUNE Hamid (Université de Bejaia)  
SOUMANE Mohand Ouidir (Université de Bejaia)  
AGAB Akli (Université de Bejaia)  
OTMANI Kamel (Université de Bejaia)  
MHENAOUI Abdeslam (Université de Bejaia)  
AZKAK Tarik (Université de Bejaia)

### **Comité d'organisation**

**Co-présidents :** MEZIANE Rachid et RAAB Kamel

OUCHENE Mourad  
RAAB Rafik  
ZORELI Med-Amokrane  
ISSADI Hamid  
RAAB-BACHIR Zahia  
HEDDAD Malek  
CHIKH Makhelouf  
AMIRAT Amar  
MEZIANE Ali  
MESSAOUDEN Hocine  
AMMOUR Hemza  
RAAB Amar  
HEDDOUCHE Nacim  
BOURRAINE Saïd  
BOUABA Ahcen  
MESSOUDENE Djamel  
RAAB Boussad  
CHELLAH Farid  
KESSOUAR Sofiane  
RAAB Lyes

## **Les prix Mouloud Feraoun de la ruralité-solidarité agissante et la foire des produits du terroir**

En partenariat avec des acteurs privés, publics et sociaux et en marge du séminaire permanent Belkacem Krim, une foire des produits du terroir et une cérémonie d'attribution des prix Mouloud Feraoun de la ruralité-solidarité agissante vont être organisés. Ces prix sont attribuables aux acteurs locaux ayant été à l'origine d'une réalisation modèle-type classifiable dans le registre des activités solidaires positives. Ils sont au nombre de cinq :

- Le prix Innovation sociale.
- Le prix Valorisation du patrimoine.
- Le prix Engagement dévoué pour la collectivité.
- Le prix Organisation collective.
- Le prix Développement durable.

Les acteurs désirant participer à cette foire ou au concours de sélection pour un de ces prix, sont appelés à prendre contact avec les animateurs de l'équipe projet aux adresses suivantes : [raabkamal@gmail.com](mailto:raabkamal@gmail.com), [rachidmeziane@live.fr](mailto:rachidmeziane@live.fr) et [azecole@gmail.com](mailto:azecole@gmail.com)

### **Bibliographie**

BADENE-ALLACHE S. 2014, « Mutations de l'habitat villageois et incidences sur le patrimoine vernaculaire : Cas de Taguemount azouz », *Mémoire de Magister*, Option Architecture & Développement Durable, Soutenu à l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou.

BARON C et HATTAB-CHRISTMANN M. Février 2005, « Economie solidaire et nouvelles formes de gouvernance au Sud », in *RECMA, Revue Internationale de l'Economie Sociale*, N° 295. [En ligne].[http://www.recma.org/sites/default/files/295\\_070093.pdf](http://www.recma.org/sites/default/files/295_070093.pdf).

BLANC Y. 2017, EDITO, Hors-norme, La Tribune Fonda n 233 – Les clés de l'innovation sociale, 18 avril.

BOURGEOIS L. 2008/1896, Solidarité, Armand Colin et Cie, Editeurs, 1<sup>re</sup> édition, 1896, in Les classiques des sciences sociales, Document produit en version numérique par Dagostino, Serge., Site web : [http://www.uqa.ca/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/](http://www.uqa.ca/Classiques_des_sciences_sociales/), Edition complétée le 13 janvier 2008.

BRUGNATELLI V. 2012, « Eléments pour Décrypter le Vide Epistémologique de l'Afrique du Nord », in *Tamurt*, journal électronique. [En ligne]. <http://www.tamurt.info/author/vermondo-brugnatelli/>.

CAILLE A. 2016, « Vers une entreprise anti-utilitariste et convivialiste », Résumé. [En ligne]. [https://media.collegedesbernardins.fr/content/pdf/Recherche/2/recherche14-16/2016\\_05\\_04\\_EHS\\_CR\\_Caille.pdf](https://media.collegedesbernardins.fr/content/pdf/Recherche/2/recherche14-16/2016_05_04_EHS_CR_Caille.pdf).

CAILLE A. 2007, « Don et association », *Revue du MAUSS permanente*, 1er décembre 2007. [En ligne]. <http://www.journaldumauss.net/./?Don-et-association>.

CARVALHO G et Dzimira S. 2000, « Don et économie solidaire », *M.A.U.S.S. / GERFA / CRIDA*. [En ligne]. [https://www.journaldumauss.net/IMG/pdf/Don\\_cosolidaire-2.pdf](https://www.journaldumauss.net/IMG/pdf/Don_cosolidaire-2.pdf).

CHANIAL P. 2008, « Introduction », in Chanial P. (dir.), *la société vue du don. Manuel de sociologie*. [En ligne]. [www.revuedumauss.com.fr/media/CHAN.pdf](http://www.revuedumauss.com.fr/media/CHAN.pdf).

CLOUTIER J. 2003, « Qu'est-ce que l'innovation sociale ? », in *Cahier du CRISES* Collection Études théoriques – no ET0314. [En ligne]. [www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2005-1-p-47.htm](http://www.cairn.info/revue-pensee-plurielle-2005-1-p-47.htm).

DEFOURNY J et DEVELTERE P. 1999, « Origine et contour de l'économie sociale au Nord et au Sud ». [En ligne]. <https://orbi.ulg.ac.be/bitstream/2268/90506/1/Defourny.Develtere.FR.pdf>.

DEMORGON J. 2004, « Complexité des cultures et l'interculturel : contre les pensées uniques », Économica, Paris.

GALLOPEL-MORVAN K, BIRAMBEAU P, LARCENEUX F et RIEUNIER S. 2013/2008, « Marketing & Communication des Associations », 2e édition, Dunod, Paris.

GENEVOIS H. 1969, « La femme kabyle, les travaux et les champs », Tizi-Ouzou, F.D.B. - Fort-National - 1969 (III).

LEROUX P. 2008/1845, « De l'humanité, de son principe et de son avenir », Perrotin, Paris, in : <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/CB307984354>. Date de mise en ligne 14/08/2008. Page consulté le 01 décembre 2013.

LORDON F. 2017, « Lordon Besancenot(Audio) », In *Quel Internationalisme ?* Débat à Aubervilliers (Espace Renaudie) du jeudi 30 mars (2017). [En ligne]. <https://www.youtube.com/watch?v=i-11ZL0jhhw>. Ajouté par karl bernz.

« Manifeste convivialiste. Déclaration d'interdépendance ». 2013, Editions Bord de l'eau, Paris, 42 p. [En ligne]. <http://www.lesconvivialistes.org/pdf/Manifeste-Convivialiste.pdf>.

NAVES M-C. 2006, « Les études culturelles pour penser le communautarisme en France depuis le début des années 1990 », *MEI*, n<sup>os</sup> 24-25 («Études culturelles / Cultural Studies»).

PRADES J. 2013, « Comment résister au capitalisme - Tous en coopératives ! », éditions Le vent se lève, Aubiet.

PRADES J. 2015, « La leçon des vénitiens », Editions Le Vent se lève, Aubiet.

ROUSSELLE M. 2013, « L'innovation sociale, une solution durable aux défis sociaux », in *Informations sociales*, 2013/6 (n° 180) : 140-148.

TOUCAS-TRUYEN, P et YANNICK M. 2015, « Économie sociale, protection sociale et bien-être de 1830 à 1970 », in *Revue internationale de l'économie sociale*, 336 (2015) : 51-65.

ZORELI M-A. 2006, « L'historiquement construit au niveau local et dynamiques de développement territorialisé : cas de la Kabylie », Le Savoir, Tizi-Ouzou.

ZORELI M-A. 2015, « Le mouvement associatif et l'économie solidaire en Kabylie : entre L'opportunisme néantisant et le génie collectif possibilisant », communication au [Colloque International « Economie Sociale et Solidaire », les 15, 16 et 17 avril 2015, Mendoza, Argentine.](#) [En ligne]. [http://www.socioeco.org/bdf\\_fiche-document-3950\\_fr.html](http://www.socioeco.org/bdf_fiche-document-3950_fr.html).

ZORELI M-A. 2017, « L'économie solidaire en kabylie, Don, réciprocité et résilience systémique », *Revue du MAUSS permanente*, 26 février 2017. [En ligne]. <http://www.journaldumauss.net/./?L-ECONOMIE-SOLIDAIRE-EN-KABYLIE-1357>

ZORELI M-A. 2017, « Les associations et l'innovation sociale en Kabylie : illustration par le cas de l'association Défi », in *"Les clés de l'innovation sociale", La tribune fonda*, n°233.